



# Les midis de l'entreprise

## Directive NIS2 : Anticiper les nouvelles obligations en matière de cybersécurité



Séminaire

Arendt House

28 octobre 2025

[arendt.com](https://arendt.com)

CONFIDENTIALITY REMINDER

This document is confidential and is intended solely for its recipient.  
Do not distribute outside your organisation.



# Directive NIS2 : Anticiper les nouvelles obligations en matière de cybersécurité

Vos contacts / orateurs



**Astrid Wagner**

Partner  
IP, Communication &  
Technology



**Sophie Calmes**

Senior Associate  
IP, Commercial &  
Technology



**Julien Pétré**

Senior Associate  
IP, Commercial &  
Technology



**Tristan Vaisière**

Associate  
IP, Commercial &  
Technology





# Table des matières

1. Introduction – Pourquoi une directive NIS2?
2. Vue globale sur le projet de loi et les autorités compétentes désignées
3. Champ d'application
4. Vers de nouvelles obligations pour renforcer la cybersécurité
5. Sanctions et pouvoirs des autorités compétentes
6. Comment se préparer ?

# 1. Introduction - Pourquoi une directive NIS2?

# Chronologie



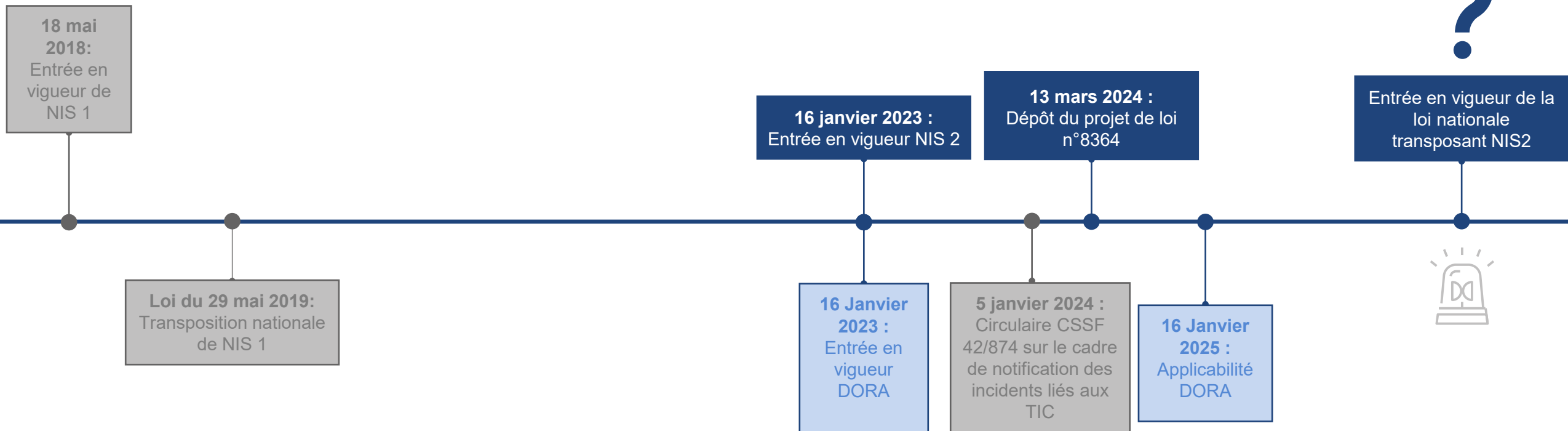
NIS 1



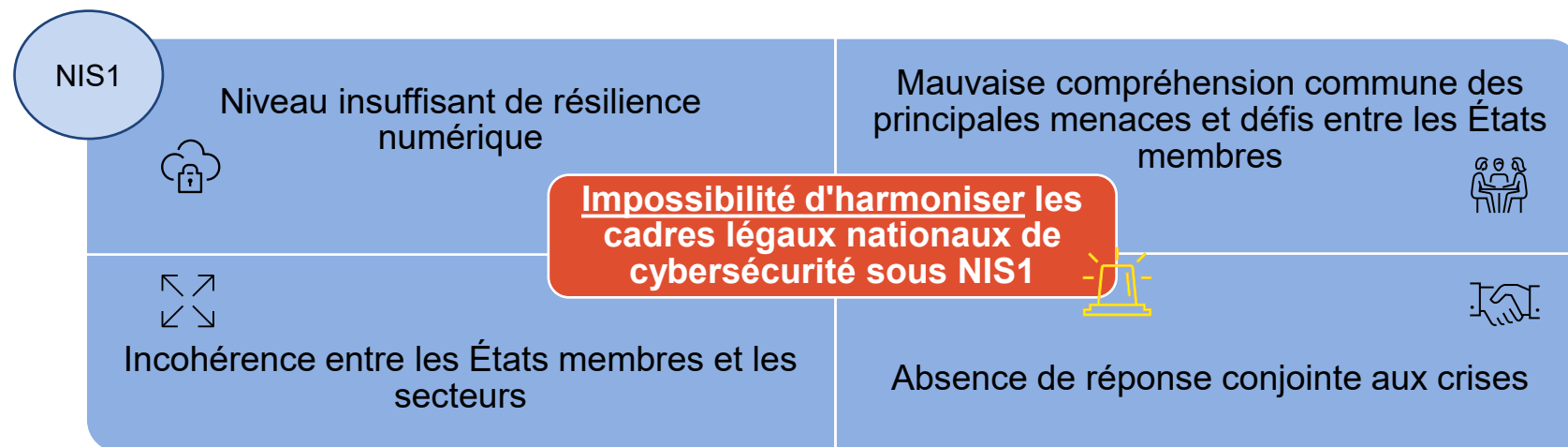
NIS 2



DORA



# Pourquoi une directive NIS2?



## 2. Vue globale sur le projet de loi n°8364 et les autorités compétentes désignées

## Vue globale sur le projet de loi n°8364



Projet de loi n°8307 sur la résilience des entités critiques transposant la directive CER – résilience physique des infrastructures critiques

Le **projet de loi n°8364** transposant la directive (UE) 2022/2555 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de **cybersécurité** dans l'ensemble de l'Union (« **NIS2** ») et abrogeant la directive NIS1, a été déposé le 13 mars 2024.

Le projet de loi est actuellement **toujours en cours de discussion**.

Le projet de loi, à son état actuel, suit une **transposition fidèle** des dispositions de NIS2, sans faire du *gold-plating*.

Le projet de loi détermine notamment quelles sont les **autorités compétentes** en matière de cybersécurité au niveau national et quels sont **leurs pouvoirs respectifs**.

Surveiller la publication de la loi!



# Autorités compétentes désignées sous le projet de loi n°8364



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Haut-Commissariat  
à la protection nationale

Autorités compétentes chargées de la cybersécurité	Centre de réponse aux incidents de sécurité informatique (CSIRT)	Point de contact national unique	Autorité de gestion des crises cyber	Stratégie nationale en matière de cybersécurité
<p>Institut Luxembourgeois de la Régulation (ILR) / Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <u>Supervision et pouvoirs d'exécution (voir partie 5 de la présentation)</u></li> <li>- <b>CSSF</b>: entités du secteur bancaire et financier, infrastructures numériques et secteur de la gestion des services TIC sous la surveillance de la CSSF</li> <li>- <b>ILR</b>: compétence résiduelle</li> </ul>	<p>Haut-Commissariat à la protection nationale (GOVCERT.LU) / <i>Computer Incident Response Center Luxembourg (CIRCL)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <u>Gestion des incidents de cybersécurité</u></li> <li>❖ <u>Soutien technique aux entités</u></li> <li>❖ <u>CIRCL: coordinateur de la divulcation de vulnérabilités</u></li> <li>- <b>GOVCERT.LU</b>: administrations, secteur public et entités critiques</li> <li>- <b>CIRCL</b>: compétence résiduelle</li> </ul>	<p>Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <u>Fonctions de liaison afin d'assurer la coopération transfrontalière</u> avec les autres autorités UE compétentes et l'ENISA, ainsi que d'assurer la coopération intersectorielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <u>Gestion des incidents de cybersécurité majeurs et des crises</u> et représentation du Luxembourg au sein du réseau européen <u>EU- CyCLONE</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <u>Adoption de la stratégie nationale en matière de cybersécurité</u></li> </ul>



Le secret professionnel ne fait **pas obstacle** à l'échange d'informations et coopérations entre autorités

### 3. Champ d'application

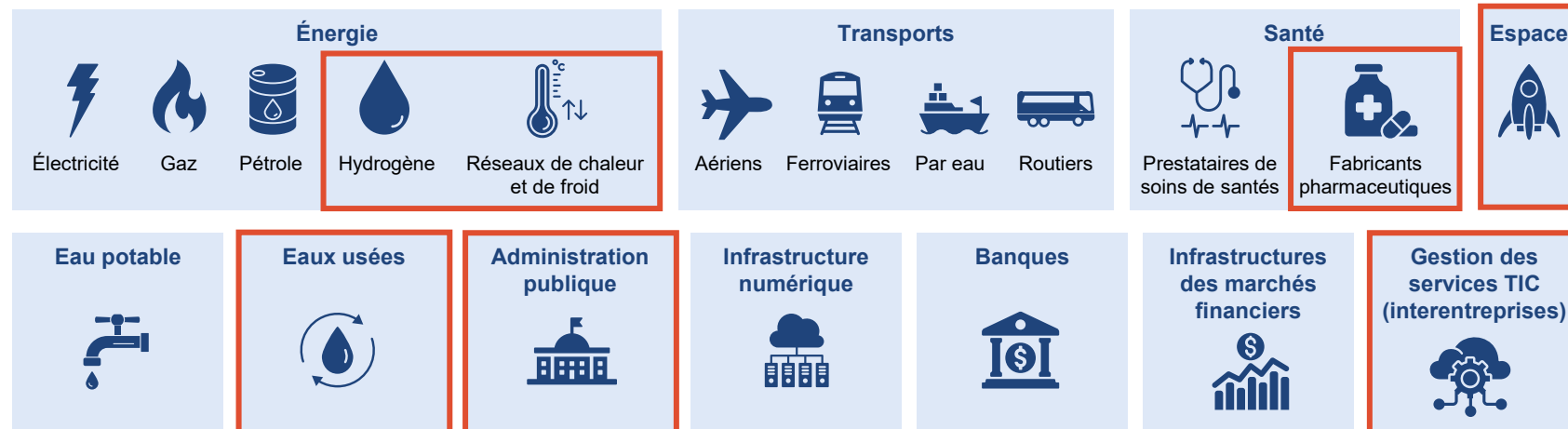
# Compétence et secteurs visés

Secteurs ajoutés par la directive NIS 2

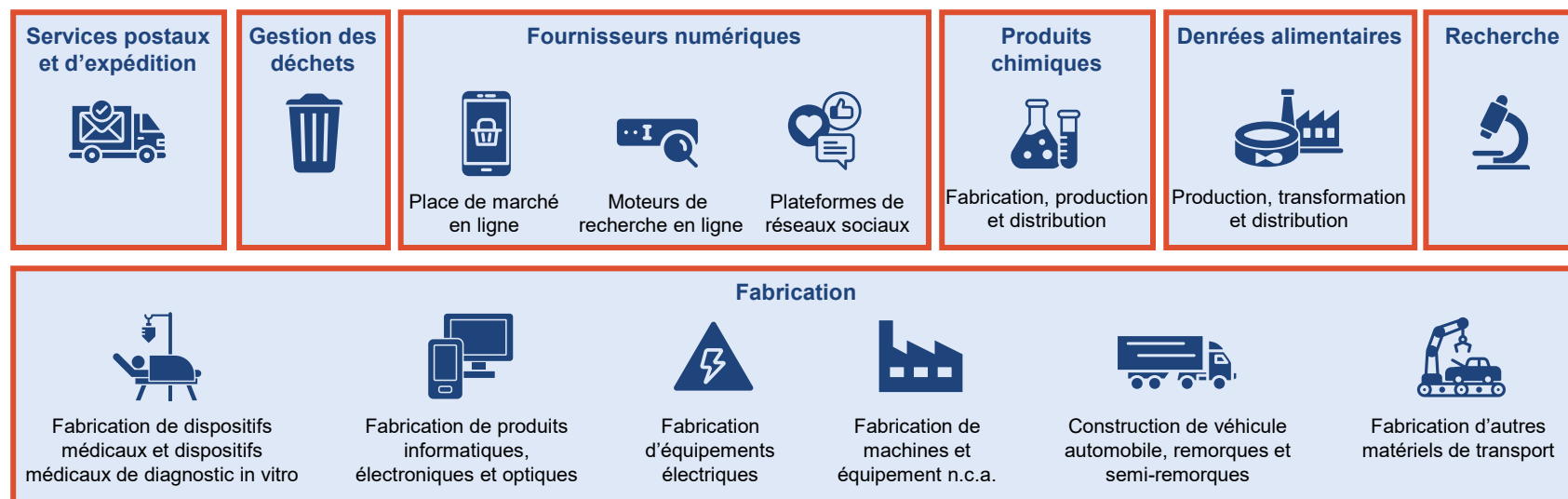
Principe: établissement au Grand-duché de Luxembourg, sauf exceptions



## Annexe I : Secteurs hautement critiques



## Annexe II : Autres secteurs critiques



# Entités in-scope

## Application selon la taille de l'entité

### Entreprises moyennes ou grandes visées à l'annexe I ou II

Effectif: ≥ 50 personnes



CA annuel: ≥ 10 millions d'euros  
OU  
Bilan total: ≥ 2 millions d'euros



Effectif: ≥ 250 personnes



CA annuel: ≥ 50 millions d'euros  
OU  
Bilan total: ≥ 10 millions d'euros



OU

## Application peu importe la taille de l'entité

### N'importe quelle entité d'un type visé à l'annexe I ou II, qui :

I. Services fournis par:

- un fournisseur de réseaux de communications électroniques publics ou de services de communications électroniques accessibles au public ;
- un prestataire de services de confiance ;
- un registre des noms de domaine de premier niveau et des fournisseurs de services de système de noms de domaine ;

II. Une entité de l'administration publique telle que définie à l'article 2, point 34° de NIS2

III. Unique prestataire d'un service essentiel au maintien d'activités sociétales ou économiques critiques

IV. Entité dont la perturbation du service fourni pourrait avoir un impact important sur la sécurité publique, la sûreté publique ou la santé publique

V. Entité dont la perturbation du service fourni pourrait induire un risque systémique important, surtout en cas d'impact transfrontière

VI. Entité critique en raison de son importance spécifique au niveau national ou régional pour le secteur ou le type de service en question, ou pour d'autres secteurs interdépendants au Luxembourg

OU

Entités critiques d'après le projet de loi n°8307

Entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine

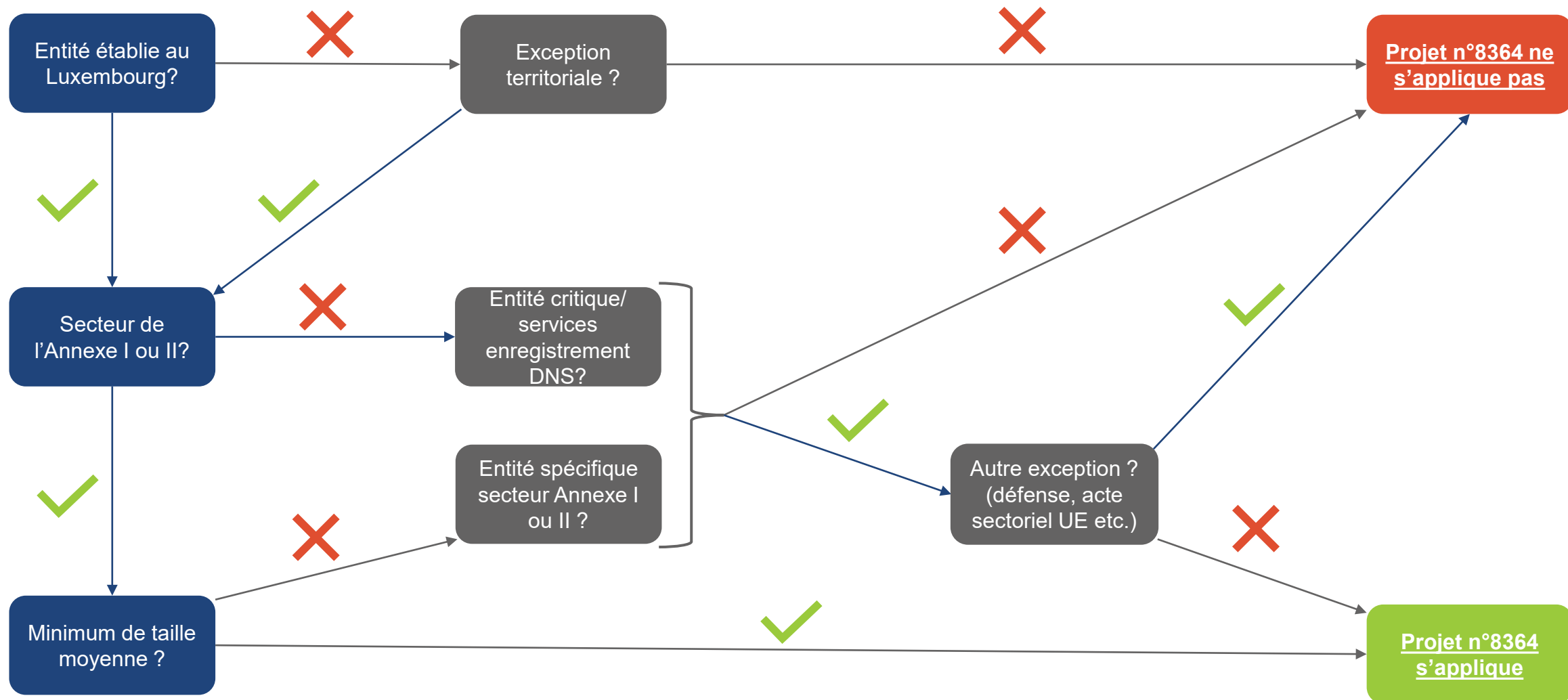
## Exceptions



- Entités de l'administration publique qui exercent leurs activités dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale
  - Systèmes de communication et d'information où sont conservées ou traitées des pièces classifiées
- Entités soumises à des mesures équivalentes par des actes juridiques sectoriels de l'UE (ex. DORA)
  - Entités exclues du champ d'application de DORA conformément à l'article 2 §4 dudit règlement



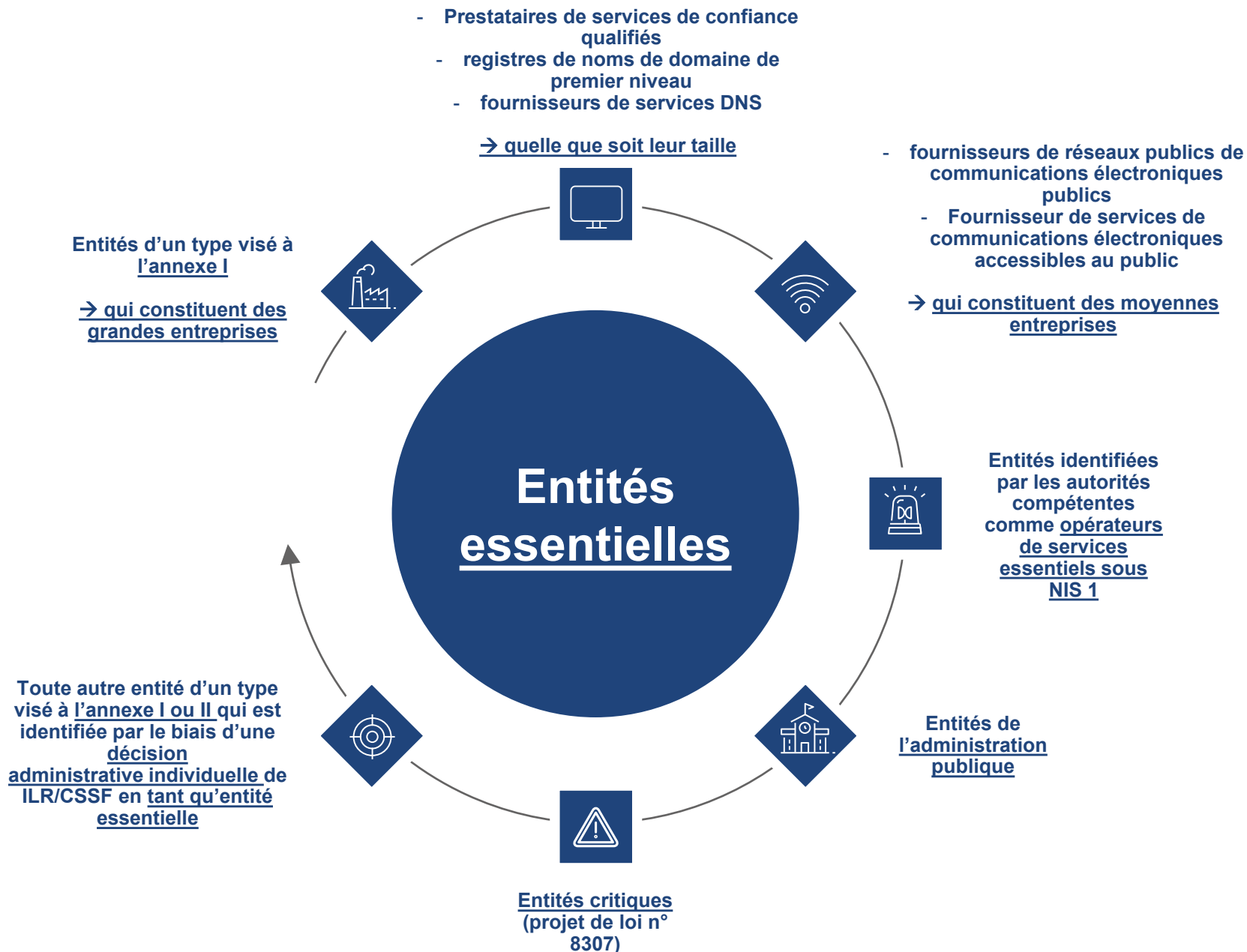
# Arborescence



## 4. Vers de nouvelles obligations pour renforcer la cybersécurité et la résilience opérationnelle

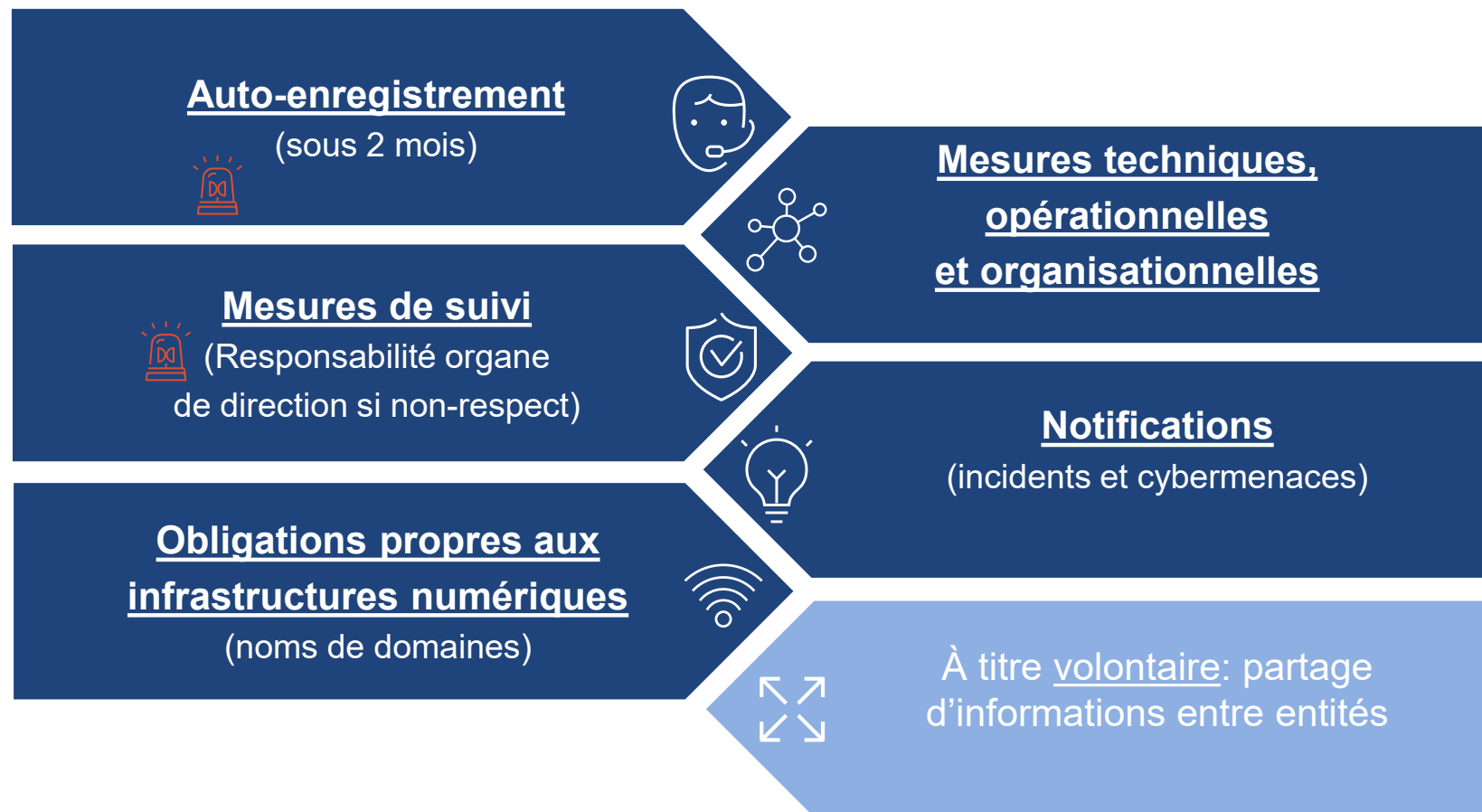
## Différence entité essentielle vs. importante

**Entités importantes:**  
toute autre entités d'un type visé à l'annexe I ou II qui n'est pas une entité essentielle



## Obligations

Attention aux entités soumises à des actes juridiques sectoriels de l'UE (par exemple DORA)



### **Obligations exclusivement imposées aux entités essentielles**


- **Notification des mesures** techniques, opérationnelles et organisationnelles à ILR/CSSF (modalités à définir)
- **Régime de supervision** étendu
- **Mesures d'exécution** plus contraignantes



## 5. Sanctions et pouvoirs des autorités compétentes

# Sanctions et pouvoirs des autorités compétentes

Articulation avec RGPD en cas de violation de données à caractère personnel

	Entités essentielles	Entités importantes
SUPERVISION	<p>Inspections sur place et contrôles à distance, audits réguliers et ciblés, scans de sécurité, demandes d'informations nécessaires à l'évaluation des mesures et demandes d'accès à des données, documents et à toute autre information, demandes de preuves de la mise en œuvre de politique cyber</p> <p>+ pour entités essentielles : <u>audits ad hoc</u></p>	
POUVOIRS	<p>Avertissements, instructions contraignantes ou injonction, mettre un terme à un comportement, garantir la conformité de leurs mesures de gestion des risques, informer les personnes à l'égard desquelles les services sont fournis ou qui sont susceptibles d'être affectées, recommandations, ordre de rendre public les aspects de violations, amende administrative</p> <div> <p>+ pour entités essentielles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>désignation pour une période déterminée d'un responsable du contrôle ;</u></li> <li>• <u>suspension temporaire des services ou activités ;</u></li> <li>• <u>interdiction temporaire d'exercer des responsabilités dirigeantes de l'entité</u></li> </ul> </div> <div> <p><u>Prise en comptes des circonstances</u> : gravité de la violation, durée, violation antérieure, dommages, délibérément/par négligence, mesures de prévention, application de codes de conduite, degré de coopération</p> </div>	
	<p><u>Toute personne physique responsable ou agissant en tant que représentant légal</u> peut être <u>tenue responsable</u> des manquements à son devoir de veiller au respect de la loi</p>	
€	<p>Violations relatives aux mesures ou incidents importants: Maximum <b><u>10M € ou 2% du CA mondial</u></b></p>	<p>Violations relatives aux mesures ou incidents importants: Maximum <b><u>7M € ou 1,4% du CA mondial</u></b></p>
	<p>Autres violations : avertissement, blâme, amende administrative ne pouvant excéder <b><u>250.000 €</u></b></p>	

## 6. Comment se préparer?



## Points d'action





Q & A

## Vos contacts / orateurs


**Astrid Wagner**

Partner  
IP, Commercial & Technology  
[astrid.wagner@arendt.com](mailto:astrid.wagner@arendt.com)  
+352 40 78 78 698


**Sophie Calmes**

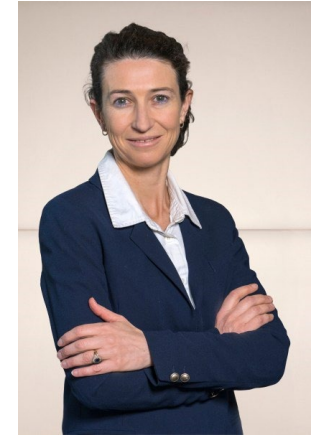
Senior Associate  
IP, Commercial & Technology  
[sophie.calmes@arendt.com](mailto:sophie.calmes@arendt.com)  
+352 40 78 78 267


**Julien Pétré**

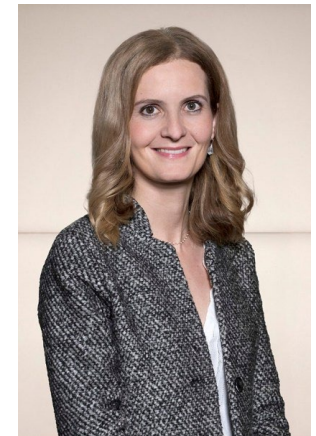
Senior Associate  
IP, Commercial & Technology  
[julien.petre@arendt.com](mailto:julien.petre@arendt.com)  
+352 40 78 78 2139


**Tristan Vaisière**

Associate  
IP, Commercial & Technology  
[tristan.vaisiere@arendt.com](mailto:tristan.vaisiere@arendt.com)  
+352 40 78 78 2107

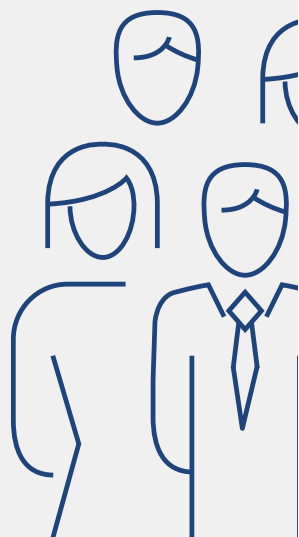

**Bénédicte d'Allard**

Director  
Regulatory & Consulting  
[benedicte.dallard@arendt.com](mailto:benedicte.dallard@arendt.com)  
+352 26 09 10 77 31


**Delphine Garnier**

Senior Manager  
Regulatory & Consulting  
[delphine.garnier@arendt.com](mailto:delphine.garnier@arendt.com)  
+352 40 78 78 7796

## Prochain Midi de l'Entreprise



**Save the date**  
-  
**2 ou 4 décembre à 12h30**  
-  
**sujet tbc**

